

# L'INFORMATEUR

PUBLIC  
ET PRIVÉ



**AAPI**

Association sur l'accès  
et la protection de l'information

BULLETIN D'INFORMATION CONCERNANT  
L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

VOLUME 20

JANVIER / DÉCEMBRE 2014

DANS CE NUMÉRO

**INDEX DES SUJETS**  
**INDEX DES RÉSUMÉS**  
**DES DÉCISIONS**  
**DE LA COMMISSION**  
**ET DES TRIBUNAUX**  
**SUPÉRIEURS**

\* **SOQUIJ** | Intelligence juridique

[WWW.AAPI.QC.CA](http://WWW.AAPI.QC.CA)

# INDEX DES BULLETINS L'INFORMATEUR



# AAPI

Association sur l'accès  
et la protection de l'information

## INDEX DES SUJETS

### AAPI, VOTRE ASSOCIATION

- Des nouvelles de votre association Vol. 20 (4), 3-4  
Votre appui est essentiel Vol. 20 (1), 3-4

### ARTICLES

- À quand une déclaration obligatoire des incidents de sécurité à la Commission d'accès à l'information ? Vol. 20 (2), 5-9  
Devoir de prêter assistance : mais où s'arrête donc cette obligation d'aider ? Vol. 20 (4), 7-8  
Est-ce que l'invalidité de la Loi sur la protection des renseignements personnels de l'Alberta pourrait avoir un impact sur la loi québécoise ? Vol. 20 (1), 9-10  
Êtes-vous prêt pour la nouvelle loi anti-pourriel ? Vol. 20 (1), 11-13  
L'arrêt *Bernard c. Canada (Procureur général)* vient-il confirmer des droits particuliers reconnus aux syndicats en matière de protection de renseignements personnels et de la vie privée ? Vol. 20 (2), 10-15  
La CAI affirme sa compétence à l'égard des compagnies de télécommunication Vol. 20 (4), 5-6  
La constitutionnalisation du droit d'accès à l'information : un droit dérivé ou un droit à la dérive ? Vol. 20 (1), 5-8  
La Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé : vingt ans déjà ! Vol. 20 (3), 4-5  
Les failles informatiques, la limite de l'inévitable ou « oups ! toutes nos excuses, nous avons été piratés... » Vol. 20 (2), 16-18

### BILLETS DE LA PRÉSIDENTE

- Congrès 2014 : vous avez laissé votre empreinte ! Vol. 20 (2), 2-3  
Investir dans une saine gouvernance de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée Vol. 20 (1), 2-3  
« Une offre de services renouvelée et améliorée pour 2015 » Vol. 20 (4), 2  
Valoriser la vie privée au quotidien – une saine hygiène de vie Vol. 20 (3), 2

### COURRIER DE L'INFORMATEUR

- Calcul du délai d'une demande d'accès et conséquences du non-respect du délai Vol. 20 (2), 25-26  
Lorsqu'une demande d'accès aux documents porte sur des renseignements fournis par un tiers à l'organisme, le responsable doit-il toujours consulter le tiers ? Vol. 20 (3), 17-18  
Peux-tu transmettre à une association étudiante les renseignements personnels des étudiants ? Vol. 20 (1), 18-19

### DOSSIERS

- Faire confiance à l'État pour protéger notre vie privée ? Vol. 20 (3), 9-12  
Internet : quand droit à l'anonymat et lutte contre le crime s'affrontent.  
L'arrêt *R. c. Spencer* Vol. 20 (3), 6-8

### HOMMAGE

- L'Ordre national du Québec décerné au professeur Benoît Pelletier Vol. 20 (3), 3

### NOMINATIONS

- Prix et nominations Vol. 20 (2), 4

## NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS

### Nouvelles d'ailleurs...

Allemagne – Des responsables allemands espionnés par la NSA	Vol. 20 (1), 15	Moyen-Orient – Un groupe jihadiste se voit interdire l'accès à Twitter	Vol. 20 (3), 15
Angleterre – Des demandes d'accès sur les attaques de dragons	Vol. 20 (3), 14	<b>Nouvelles d'ici...</b>	
Angleterre – Deux commissariats de police développent une application mobile innovatrice	Vol. 20 (3), 14	Canada – Accès à l'information : de l'« ingérence » à l'ancien bureau de Paradis	Vol. 20 (2), 19
Angleterre – La BBC publiera une liste, mise à jour de façon continue, des articles supprimés par Google en vertu de la règle « le droit à l'oubli »	Vol. 20 (4), 12	Canada – Bulletin sur la tenue de documents	Vol. 20 (4), 11
Angleterre – La domotique en réseau rendrait vos maisons plus vulnérables à des « hackers »	Vol. 20 (3), 14	Canada – Certains internautes canadiens étaient pistés à leur insu	Vol. 20 (3), 13
Angleterre – Les renseignements des patients seront bientôt disponibles aux chercheurs et entreprises	Vol. 20 (1), 15	Canada – Des entreprises remettent des données personnelles au gouvernement	Vol. 20 (4), 9
Australie – Nouvelle législation australienne en matière de protection de la vie privée dans Internet »	Vol. 20 (1), 15	Canada – Home Depot confirme le vol de données au Canada	Vol. 20 (4), 9
États-Unis – Baisser le coût de son assurance auto, mais à quel coût pour sa vie privée ? »	Vol. 20 (4), 12	Canada – La Commissaire à l'information du Canada perd une bataille judiciaire à propos d'un délai de trois ans pour le traitement d'une demande d'accès	Vol. 20 (1), 14
États-Unis – Les États-Unis et les données personnelles	Vol. 20 (3), 15	Canada – La FPJQ plaide pour une révision de la loi sur l'accès à l'information	Vol. 20 (4), 10
États-Unis – Les géants d'Internet dévoilent les requêtes de la NSA	Vol. 20 (1), 16	Canada – Lacunes en matière de protection des renseignements personnels à Québec	Vol. 20 (4), 10
États-Unis – Microsoft et vie privée	Vol. 20 (3), 14	Canada – Les commissaires à la protection de la vie privée du Canada, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta publient des nouvelles lignes directrices en matière de consentement en ligne	Vol. 20 (2), 20
Europe – L'exploitant d'un moteur de recherche sur Internet est responsable du traitement qu'il fait des renseignements personnels qui apparaissent sur des pages web de tiers	Vol. 20 (2), 23-24	Canada – Les données colligées par les agences de crédit	Vol. 20 (4), 10
France – La vie privée des politiciens et les médias	Vol. 20 (1), 16	Canada – Loi sur l'accès à l'information : pas de réforme en vue	Vol. 20 (4), 10
France – Première application du droit à l'oubli : bonne décision ou censure	Vol. 20 (3), 15	Canada – Modernisation de l'accès à l'information au Québec	Vol. 20 (4), 11
France – Vie privée et réseaux sociaux	Vol. 20 (1), 16-17	Canada – Prix Grace-Pépin de l'accès à l'information 2014	Vol. 20 (4), 11
Irlande – La Cour ordonne à Facebook de dévoiler tous les dossiers de ses utilisateurs mineurs	Vol. 20 (3), 15	Canada – Revenu Canada : près de 3 000 atteintes à la vie privée en 10 mois	Vol. 20 (2), 19
Monde – La Banque mondiale prépare un outil pour évaluer la mise en oeuvre de législation en matière d'accès à l'information	Vol. 20 (1), 15	Canada – Rogers exigera un mandat à l'avenir	Vol. 20 (3), 13
		Canada – Vie privée : l'idée d'un inspecteur du renseignement écartée	Vol. 20 (2), 20
		Canada – Vie privée : le ministère des Affaires autochtones visé par une enquête	Vol. 20 (4), 10
		Canada – Vie privée : les applications mobiles inquiètent	Vol. 20 (4), 9

États-Unis – Faire en sorte que les politiques en matière de transparence fonctionnent Vol. 20 (4), 12

France – Google condamné par la CNIL Vol. 20 (1), 16

Ontario – Un long parcours pour finalement obtenir accès Vol. 20 (2), 20-21

Québec – Le premier ministre, M. Philippe Couillard, annonce une série de mesures concrètes pour offrir aux citoyens du Québec un nouveau gouvernement ouvert et transparent Vol. 20 (2), 22

Québec – Le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec demande l'engagement pour un gouvernement transparent Vol. 20 (2), 22

Québec – Transparence à géométrie variable Vol. 20 ( 2 ), 21

## INDEX DES RÉSUMÉS DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION ET DES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS

### CHAMP D'APPLICATION

SECTEUR PUBLIC – assujettissement – interprétation de «document» – formulaire vierge – information structurée et intelligible.

**2014-24** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – détention d'un document – entente de fin d'emploi conclue entre une corporation qui gère des programmes mis en place par l'organisme et un employé de cette corporation – détention juridique – détention par l'entremise d'un tiers – lien contractuel entre l'organisme et la corporation – rôle de l'organisme dans le congédiement de l'employé – intérêt particulier ou réel de l'organisme.

**2014-16** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – assujettissement – statut – organisme public ou tiers – filiale de deuxième rang et plus d'un organisme public – filiale d'un organisme public dont le siège social et les activités sont à l'extérieur de la province – entreprise dont la constitution a été effectuée à l'étranger – critère du fonds social faisant partie du domaine de l'État – capital-actions – pourcentage détenu par l'organisme public.

**2014-1** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – détention d'un document – détention juridique – municipalité – accès à des documents touchant la gestion d'une organisation située dans la municipalité – absence de statut

d'organisme municipal – relation contractuelle ou liens juridiques entre la municipalité et l'organisation – élus municipaux siégeant au conseil d'administration de l'organisation.

**2014-50** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – détention d'un document – interprétation de «dans l'exercice de ses fonctions» – documents touchant la gestion du budget du comité des usagers d'un centre jeunesse – *Loi sur les services de santé et les services sociaux* – fonction d'assurer le bon fonctionnement du comité – rôle joué par des employés du centre jeunesse – autonomie et indépendance du comité par rapport au centre jeunesse.

**2014-51** Vol.20 (4)

### COMPÉTENCE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

SECTEUR PRIVÉ – Commission d'accès à l'information – application de l'article 18 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* – communication de renseignements personnels – absence de consentement de la personne visée – motif de croire que la personne a commis un crime ou une infraction à une loi – compétence – section de surveillance – Commission d'accès à l'information.

**2014-52** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – Commission d'accès à l'information – compétence – convention collective – mesure ministérielle – compensation financière à des enseignants – accès aux noms des enseignants et au montant accordé – absence d'interprétation ou d'application de la convention collective.

**2014-27** Vol.20 (2)

SECTEUR PRIVÉ – Commission d'accès à l'information – compétence – plainte pour harcèlement psychologique – accès au rapport d'enquête – contexte de relations du travail – arbitre de griefs – contrôle judiciaire.

**2014-32** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – Commission d'accès à l'information – compétence – demande d'accès à des rapports d'enquête en matière de harcèlement psychologique réalisés par la Commission des normes du travail – Commission des relations du travail – recours autonome.

**2014-33** Vol.20 (3)

### DROIT D'ACCÈS

SECTEUR PUBLIC – Agence du revenu du Québec – accès à des lettres d'interprétation et à des documents qui y sont reliés.

**2014-54** Vol.20 (4)

- SECTEUR PUBLIC – centre de prévention du suicide – organisme communautaire offrant de l’aide aux personnes ayant des idées suicidaires et à leurs proches – accès au dossier.  
**2014-34** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – Chambre de la sécurité financière – accès au dossier de l’enquête concernant le demandeur.  
**2014-18** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse – dossier d’enquête – plainte de discrimination déposée à l’endroit d’un employeur.  
**2014-19** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – Directeur général des élections du Québec – financement sectoriel auprès de partis politiques – système de prête-noms – cabinets d’avocats – accès aux noms des avocats et à leurs contributions respectives à des partis politiques.  
**2014-35** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – document – accès à des échantillons provenant de filtres à poussière – substances originales ne pouvant être copiées – *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – application à des documents – absence de renseignements fournissant de l’information.  
**2014-62** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – éducation – accès à des documents portant notamment sur les enfants de militaires qui ont reçu une exemption leur permettant de fréquenter l’école anglaise.  
**2014-36** Vol.20 (3)
- SECTEUR PRIVÉ – entreprise offrant des soins pour le traitement de varices ou varicosités – brûlures – accès aux notes prises à la suite des traitements reçus.  
**2014-2** Vol.20 (1)
- SECTEUR PUBLIC – établissement d’enseignement – université – plainte pour harcèlement psychologique et manquement à l’éthique – rapport d’enquête.  
**2014-20** Vol.20 (2)
- SECTEUR PRIVÉ – institution financière – Fédération des caisses Desjardins du Québec – actes commis par un planificateur financier – enquête – accès au rapport d’enquête.  
**2014-52** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – Investissement Québec (IQ) – rapport relatif à une entreprise – rapport relatif aux demandes de garantie de prêt d’une entreprise – accès – rapport de juricomptabilité d’une firme externe concernant l’entreprise – analyse par une institution financière de la situation financière de l’entreprise – analyse par IQ de la situation de l’entreprise – recommandation et autorisation d’intervention financière par IQ au bénéfice de l’entreprise.  
**2014-21** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – Loto-Québec – plan de réduction des dépenses déposé au ministère des Finances en application de la *Loi mettant en oeuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l’équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* – appel.  
**2014-55** Vol.20 (4)
- SECTEUR PRIVÉ – magasin – congédiement – rapport d’enquête – bande vidéo – appel.  
**2014-17** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale – documents relatifs au dossier des orphelins de Duplessis – mémoire adressé par un ministre au Conseil exécutif ou au Conseil des ministres.  
**2014-37** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – ministère de la Justice – documents touchant le dossier des orphelins de Duplessis.  
**2014-3** Vol.20 (1)
- SECTEUR PUBLIC – ministère des Transports du Québec – composition – comité de sélection – contrat de services professionnels d’ingénierie attribué pour une région – nom des personnes retenues – description du contrat.  
**2014-38** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – accès à une copie de l’ensemble du rôle d’évaluation foncière – retrait du nom et de l’adresse des propriétaires.  
**2014-56** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – accès à une entente conclue avec des promoteurs pour des travaux municipaux.  
**2014-57** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – appel d’offres – accès au nom et à la fonction des personnes qui composaient le comité de sélection.  
**2014-22** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – club sportif reconnu comme un organisme partenaire – états financiers.  
**2014-4** Vol.20 (1)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – document faisant état de la prime de départ versée à un gestionnaire.  
**2014-23** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – évaluateur agréé – rapport – analyse de l’organisation des travaux ayant conduit au dépôt du rôle d’évaluation foncière.  
**2014-39** Vol.20 (3)



SECTEUR PUBLIC – municipalité – plainte – citoyen – nuisance – bruit – bar.

**2014-5** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – plainte du demandeur relativement à l'aménagement du terrain de son voisin – accès à un rapport d'inspection relatif à un muret de soutènement et à une clôture.

**2014-58** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – procès-verbaux des séances publiques du conseil municipal en version Word.

**2014-6** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – service de police – accès aux formulaires que doivent remplir les policiers lorsqu'ils tirent un coup de feu ou font usage d'un gaz ou encore du dispositif à impulsion électrique (Tazer).

**2014-24** Vol.20 (2)

SECTEUR PRIVÉ – professionnel de la santé – médecin – ordre professionnel – examen médical – article 48 C.prof. – accès à des documents reliés à l'expertise médicale.

**2014-53** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – Revenu Québec – accès au dossier fiscal – renseignement masqué – numéro de société d'un tiers et mention de son exactitude.

**2014-40** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – centre hospitalier – dossier d'un usager.

**2014-59** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – sécurité publique – dossiers opérationnels touchant des événements impliquant la demanderesse, son mari et des voisins.

**2014-60** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – sécurité publique – service de police – intervention à la suite d'un contact entre la demanderesse et son enfant malgré une interdiction à cet effet – accès à des documents touchant l'intervention – lettre du Directeur des poursuites criminelles et pénales – formulaire de demande d'intenter des procédures – rapport d'événement.

**2014-61** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – sécurité publique – Sûreté du Québec – refus de délivrer un permis d'explosifs à la suite d'une enquête – accès à tout renseignement au dossier ayant justifié le refus de délivrer le permis.

**2014-41** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – Société des alcools du Québec – accès au bilan financier des succursales afin de connaître leur rentabilité.

**2014-42** Vol.20 (3)

## DROIT DE RECTIFICATION

SECTEUR PUBLIC – Autorité des marchés financiers – Groupement des assureurs automobiles – inscription au Fichier central des sinistres automobiles – pourcentage de responsabilité du demandeur dans un accident – renseignement inexact, incomplet ou équivoque – différend non réglé avec l'assureur – nécessité d'une entente avec l'assureur ou d'un jugement d'un tribunal de droit commun.

**2014-7** Vol.20 (1)

SECTEUR PRIVÉ – dossier ouvert au centre de prévention du suicide – méthode de rectification – trait tiré sur le texte – texte raturé toujours lisible – obligation de supprimer les renseignements devant être rectifiés sur la version tant papier qu'électronique.

**2014-34** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – sécurité publique – service de police municipal – dossier d'un employé – retrait de tout document relatif à des mesures disciplinaires imposées à un policier – interprétation de l'article 4 du *Règlement sur les archives de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux concernant le personnel policier* – pouvoir discrétionnaire – *Loi sur les archives* – calendrier de conservation – appel.

**2014-8** Vol.20 (1)

SECTEUR PRIVÉ – suppression d'une note de signalisation que l'entreprise a fait inscrire dans la base de données de l'Association des banquiers canadiens – Bureau de prévention et d'enquête du crime bancaire – nom du demandeur, date de naissance et sexe – absence de renseignement inexact, incomplet ou équivoque – application de l'article 18 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* – communication de renseignements personnels – absence de consentement de la personne visée – motif de croire que la personne a commis un crime ou une infraction à une loi.

**2014-52** Vol.20 (4)

## PROCÉDURE D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION (ET MODALITÉS D'EXERCICE)

SECTEUR PUBLIC – frais exigibles – consultation sur place – reproduction de documents pour extraire des renseignements personnels – mesures de sécurité propres à assurer la protection des renseignements personnels conservés – obligation de l'organisme et non du demandeur – accès gratuit.

**2014-43** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – motif de refus – nouveau motif invoqué deux ans et demi après le délai imparti pour motiver le refus de communiquer les documents – motif raisonnable – absence de préjudice.

**2014-3** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – obligation du responsable – devoir d’assistance – demande imprécise – collaboration du demandeur requise pour fournir les précisions – limite au devoir d’assistance.

**2014-9** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – responsable de l’accès – obligation du responsable – devoir d’assistance – absence d’indication suffisamment précise permettant au responsable de trouver un document – offre faite au demandeur de préciser sa demande – omission de répondre à l’invitation – application de l’article 95 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

**2014-25** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – responsable de l’accès – obligation du responsable – devoir d’assistance – demande d’accès – demande imprécise – Commission d’accès à l’information – ordonnance – organisme devant fournir un rapport sur l’assistance prêtée au demandeur, sur la collaboration de celui-ci, sur les résultats de cette opération et sur sa position concernant ces résultats.

**2014-26** Vol.20 (2)

## PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS

### PERSONNELS ET NOMINATIFS

SECTEUR PUBLIC – caractère public du renseignement – participation volontaire d’un employé d’une municipalité à un comité de sélection – heures supplémentaires – participation n’étant pas reliée ni incluse au titre ou à la fonction – contrat de services – règles préétablies – absence de libre choix des moyens d’exécution du contrat – avantage économique – pouvoir discrétionnaire.

**2014-22** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – conformité à la réglementation municipale d’un bâtiment appartenant à une personne – renseignement personnel – absence de référence à la réglementation en vigueur – absence de conclusion sur la conformité ou non à un règlement municipal – absence de renseignement intimement lié à la personne – description de l’état de la construction.

**2014-58** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – éducation – commission scolaire – convention collective – mesure ministérielle – valorisation de la participation des enseignants aux activités étudiantes d’une école – compensation financière – accès aux noms des enseignants ayant reçu une compensation financière et au montant accordé – interprétation d’«avantage économique» [art. 57 paragr. 4 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*].

**2014-27** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – éducation – université – prime de départ à la retraite – employé – renseignement confidentiel – traitement – personnel de direction – majeure partie du travail ne visant pas la prise de décisions importantes – autonomie pour l’exercice de fonctions administratives – avantage économique – pouvoir discrétionnaire – application d’une clause contenue à une entente – méthode de calcul préétablie.

**2014-44** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – interprétation de «traitement» [art. 57 paragr. 1 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*] – interprétation de «avantage économique» et de «tout renseignement sur la nature de cet avantage» [art. 57 paragr. 4 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*] – négociation entre les parties afin de rompre le lien d’emploi – caractère public.

**2014-23** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – libellé des plaintes – absence de renseignement confidentiel – absence de personne visée par la plainte – état global d’une situation à des moments précis.

**2014-5** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – ministère de la Sécurité publique – nom des personnes décédées qui sont répertoriés dans le registre des interventions policières ayant mené à une enquête indépendante par un autre corps de police – caractère public – *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* – rapport du coroner rendu public – renseignement détenu par le Ministère dans l’exercice de ses fonctions – articles 126 et 148 C.C.Q. – déclaration de décès – mention du nom – accès limité – article 44 de la *Charte des droits et libertés de la personne* – droit à l’information – utilité du renseignement sans pertinence au regard du droit d’accès.

**2014-28** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – nom des employés de l’organisme qui ont travaillé dans le dossier – caractère public.

**2014-19** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – nom des membres – comité de sélection – employés du ministère des Transports du Québec et d’autres organismes publics – interprétation de «fonction» [art. 57 paragr. 2 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*] – caractère public du renseignement – membres des comités n’ayant pas le statut d’employés d’organismes publics – absence de divulgation d’un renseignement protégé en vertu d’une restriction au droit d’accès.

**2014-38** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec – salaire du président et chef de la direction – atteinte à la vie privée – organisme d'autoréglementation ou ordre professionnel – transparence et imputabilité – organisme financé à même les cotisations de ses membres – mission de protection du public – confiance du public et des détenteurs de permis – atteinte justifiée.

**2014-10** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) – ressource intermédiaire – lien contractuel avec le CRDI – hébergement – soins donnés à un usager – rapport d'enquête – renseignement touchant le responsable de la ressource – renseignement personnel – caractère public du renseignement – absence de renseignement concernant une personne en sa qualité de partie à un contrat de services conclu avec un organisme public – renseignement confidentiel.

**2014-63** Vol.20 (4)

## RECOURS

SECTEUR PRIVÉ – appel – congédiement – accès – rapport d'enquête – bande vidéo – effet sur une enquête interne.

**2014-17** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – appel – contrôle judiciaire – accès à un mémoire adressé par un ministre au Conseil exécutif ou au Conseil des ministres – interprétation des articles 33 paragraphe 2 et 34 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – privilège de common law rattaché au secret des délibérations du Conseil exécutif ou du Conseil des ministres – application du privilège aux documents préparatoires.

**2014-37** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – appel – droit de rectification – dossier d'un policier – retrait de tout document relatif à des mesures disciplinaires – interprétation de l'article 4 du *Règlement sur les archives de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux concernant le personnel policier*.

**2014-8** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – appel – recevabilité de la preuve – document en litige – extraits de la preuve présentée hors la présence du demandeur d'accès lors de l'audience devant la Commission d'accès à l'information – questions mixtes de droit et de fait – débat judiciaire devant se faire en toute connaissance de cause.

**2014-55** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – Commission d'accès à l'information – section de surveillance – plainte – refus de donner suite et conclusion que l'intervention de la CAI n'est

plus requise – interprétation de «décision finale» [art. 147 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*] – absence d'ordonnance – inscription en appel – moyen de non-recevabilité.

**2014-11** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – contrôle judiciaire – Commission d'accès à l'information – compétence.

**2014-32** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – Commission d'accès à l'information – ordonnance – organisme devant fournir un rapport sur l'assistance prêtée au demandeur.

**2014-26** Vol.20 (2)

SECTEUR PRIVÉ – moyen préliminaire – requête pour faire cesser l'examen d'une affaire – Commission d'accès à l'information – compétence – demande de rectification – expertise médicale – procédures pendantes devant d'autres tribunaux – effet – privilège relatif au litige – pouvoir discrétionnaire – appel.

**2014-45** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – appel – décision interlocutoire – requête pour remise sous scellés des documents faisant l'objet de l'appel et de la preuve documentaire confidentielle – Commission d'accès à l'information – refus de transmettre à la Cour du Québec la preuve déposée *ex parte* – interprétation de l'article 151 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – justice administrative – célérité – confidentialité – intervention au débat de la CAI – compétence.

**2014-46** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – appel – demande de révision – hors délai – date de dépôt de la demande d'accès – délai de transmission à la personne responsable – attente de la réponse de la personne responsable – interprétation de l'article 135 alinéa 3 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

**2014-30** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – appel – droit d'appel – question mixte de fait et de droit – définition d'une question de droit au sens de l'article 147 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – ambiguïté de la jurisprudence.

**2014-29** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – appel – honoraires professionnels – avocat – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – critères à considérer.

**2014-47** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – appel – rejet d'appel – municipalité – plainte pour harcèlement psychologique – accès au



rapport d'enquête – Commission d'accès à l'information – décision ordonnant un accès partiel – rapport déposé sans restriction à l'occasion d'un arbitrage de grief – secret professionnel – renonciation – appel théorique – enquêteur – conseiller en relations industrielles agréé – CAI ayant conclu à l'absence d'activité relevant du titre professionnel – Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec – mission d'intérêt public – ordre public – Cour du Québec – compétence – ordonnance de confidentialité visant l'arbitre et les parties relativement au rapport.

**2014-31** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – accès – documents litigieux – procureur – engagement de confidentialité – audience sur le fond – huis clos – absence du demandeur – Commission d'accès à l'information – pouvoir discrétionnaire – données portées à la connaissance du demandeur depuis l'introduction de son recours – possibilité de faire valoir ses droits efficacement.

**2014-12** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – intervention volontaire – personne intéressée – restriction au droit d'accès – articles 23 et 24 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – document contenant des renseignements financiers fournis par le requérant – réouverture d'enquête.

**2014-13** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – procureur – autorisation de prendre connaissance des documents déposés sous pli confidentiel – autorisation de prendre connaissance de l'enregistrement d'un témoignage rendu *ex parte* et d'être présent au moment de la continuation de ce témoignage – Commission d'accès à l'information – compétence – information suffisante pour plaider de façon efficace son point de vue.

**2014-64** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – moyen déclinatoire – Commission d'accès à l'information – compétence – dossier détenu par un corps de police – *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* – compétence exclusive – Cour du Québec, Chambre de la jeunesse.

**2014-48** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – autorisation de ne pas tenir compte d'une demande d'accès – demande abusive – nombre de demandes et de documents – caractère répétitif – président d'un comité de citoyens dont la mission est d'intervenir dans les dossiers financiers de la municipalité – caractère systématique – traitement susceptible de nuire aux activités de l'organisme – demande future.

**2014-49** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – requête pour faire cesser l'examen d'une partie d'une demande de révision – moyen de non-recevabilité – requête présentée par un tiers – intérêt pour agir – interprétation de l'article 137.2 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – document déjà détenu par le demandeur.

**2014-14** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – requête visant à forcer la communication de documents qui ne font pas l'objet d'un appel – Commission d'accès à l'information – décision déclarant que certains documents étaient accessibles et que d'autres ne l'étaient pas – application de l'article 152 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – interprétation de l'article 523.1 C.P.C. – adaptation nécessaire – pouvoir discrétionnaire – acquiescement tacite de l'organisme.

**2014-15** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – révision – hors délai – motif raisonnable – demandes d'accès et de révision faites pour un cabinet d'avocats par un avocat de ce cabinet – erreur de classement de l'adjointe de l'avocat – gestion des délais légaux relevant des avocats et de leur personnel – demandeur ayant à la fois le statut de client et d'avocat – absence de préjudice à un client par l'erreur ou la négligence de son avocat.

**2014-65** Vol.20 (4)

## RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS

SECTEUR PRIVÉ – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – *Code des professions* – article 60.4 – secret professionnel – titulaire du secret professionnel – ordre professionnel – examen médical – procédure entourant la désignation du médecin – paiement des honoraires professionnels – client de l'expert.

**2014-53** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – avocat – comptable – enquête juricomptable – secret professionnel partagé entre l'organisme et l'institution financière – dénonciation à la police – absence de renonciation.

**2014-21** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – avocat – formulaire de demande d'intenter des procédures – policiers – opinion juridique – opportunité d'intenter des poursuites – mention concernant l'inconduite ou non des policiers – information destinée à l'avocat – lien avec un éventuel témoignage des policiers en cas de poursuites – mention requise – inconduite d'un policier pouvant influencer sur sa crédibilité.

**2014-61** Vol.20 (4)

- SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – avocat – formulaire de demande d’intenter des procédures.  
**2014-60** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – critères à considérer – relation d’aide – tiers communiquant avec l’entreprise pour confier leurs craintes relativement à une autre personne – information concernant les tiers n’ayant pas été obtenue dans l’intérêt exclusif de la personne l’ayant confiée au professionnel.  
**2014-34** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – évaluateur agréé – rapport – *Code des professions* – obligation au silence – relation d’aide – formulation d’avis et de recommandations.  
**2014-39** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – opinion juridique – accès aux faits – document entier couvert par le secret professionnel.  
**2014-54** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – *Code municipal du Québec* – article 209 – archives municipales – critères à considérer – droits fondamentaux – secret professionnel – renonciation.  
**2014-57** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l’information* – interprétation de l’article 24 – restriction de l’utilisation de fonctions de recherche extensive dans un document technologique contenant des renseignements personnels – *Règlement sur le rôle d’évaluation foncière* – article 20 – obligation d’une municipalité – limitation des catégories de renseignements pouvant servir de clé de recherche dans le rôle – primauté de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – absence de renseignements personnels touchant des personnes physiques.  
**2014-56** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur l’administration fiscale* – article 69.0.0.3 – renseignement concernant un tiers – renseignement nécessaire à l’application ou à l’exécution d’une loi fiscale à l’égard du demandeur – attribution d’un important montant de ventes non déclaré sur eBay – absence d’explication de Revenu Québec – droit d’accès.  
**2014-40** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur les services de santé et les services sociaux* – article 19 – usager ayant signé une autorisation de communiquer de l’information en faveur du demandeur – décès de l’usager – absence de traitement de la demande d’accès avant le décès de l’usager – décès ne mettant pas fin à l’autorisation.  
**2014-59** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – adresse du fils de la demanderesse – renseignement concernant un tiers – divulgation de l’adresse du père de l’enfant – risque de nuire sérieusement à un tiers.  
**2014-61** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – analyse – processus décisionnel en cours – étude de la preuve recueillie lors de l’enquête – suffisance pour passer à l’étape judiciaire – avis ou recommandation.  
**2014-19** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – avis – inspecteur – dans l’exercice de ses fonctions – opinion personnelle ou suggestion – absence de jugement de valeur ou d’une évaluation des faits entraînant l’exercice d’un choix entre diverses possibilités dans le contexte d’un processus décisionnel.  
**2014-58** Vol.20 (4)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – archives municipales – application de la *Loi sur les archives* et de la *Loi sur les cités et villes* – droit d’accès.  
**2014-39** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – brouillon – aide-mémoire – formulaire vierge – document achevé – document prêt à être utilisé – forme définitive lorsqu’il est rempli.  
**2014-24** Vol.20 (2)
- SECTEUR PUBLIC – document d’un membre du Comité exécutif – document du cabinet du ministre – circulation à l’intérieur de l’appareil administratif – interprétation des articles 33 paragraphe 2 et 34 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – intention du législateur – mention de confidentialité ou d’accessibilité sur le mémoire.  
**2014-37** Vol.20 (3)
- SECTEUR PUBLIC – document d’un membre du Conseil exécutif – mémoire présenté au Conseil des ministres – avis ou recommandation – auteur d’un document – interprétation des articles 33 paragraphes 2 et 4 et 34 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – documents du cabinet d’un ministre – interprétation de «membre», de «auteur» et de «membre du Conseil exécutif».  
**2014-3** Vol.20 (1)
- SECTEUR PUBLIC – document du cabinet d’un ministre – rattachement – ministre n’ayant pas jugé opportun de rendre le document accessible – exercice d’un choix politique – opinion juridique.  
**2014-36** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – document préparé préliminairement avant la tenue de la séance – version bonifiée et corrigée à la suite de la séance – document achevé – version du texte finale sous réserve d’y inclure des annotations postérieures requises en raison de délibérations futures du conseil – absence de caractère officiel sans incidence – interprétation de «brouillon» et de «ébauche».

**2014-6** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – effet sur l’efficacité d’un dispositif de sécurité – politique de gestion contractuelle – plan d’action destiné à la protection des membres de comités de sélection et des biens des municipalités – protection contre l’intimidation, les menaces, le chantage, le harcèlement et les pressions – protection des finances des municipalités – renseignement confidentiel.

**2014-22** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – effet sur l’efficacité d’un plan d’action – politique visant à contrer la collusion et la malversation en matière d’attribution de contrats publics – protection des deniers publics et des personnes – divulgation systématique des noms des membres des comités de sélection.

**2014-38** Vol.20 (3)

SECTEUR PRIVÉ – effet sur une enquête interne – nuisance au déroulement d’une enquête interne – interprétation de «nuire à une enquête» [art. 39 paragr. 1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*] – protection de la méthode d’enquête elle-même plutôt que de l’enquête visée par la demande d’accès.

**2014-17** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – entrave au déroulement d’une enquête – risque de révéler une méthode d’enquête – risque de révéler une source confidentielle d’information – préjudice à l’auteur du renseignement – protection de l’ensemble du dossier du syndic de la même façon que pour les ordres professionnels – Chambre de la sécurité financière – absence d’assujettissement au *Code des professions* – différence entre l’article 28 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et l’article 108.3 C.prof. – interprétation de l’article 28 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

**2014-18** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – formulaire décrivant l’objet de la plainte, l’objet de l’enquête ainsi que les démarches et actions envisagées au cours de l’enquête – document signé et daté par le professionnel responsable – conservation au dossier – utilisation par les enquêteurs – document achevé.

**2014-19** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – note préparatoire – document de l’enquête n’ayant pas encore été soumis au comité de discipline – document préparatoire à un possible débat disciplinaire – document achevé.

**2014-18** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – opinion juridique – application du droit à un cas particulier – proposition de nature juridique consignée dans un document détenu par un organisme public et qui engage son auteur – faits particuliers et détaillés – documents visant certains contribuables – documents ayant servi à étayer l’opinion du juriste.

**2014-54** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – opinion juridique – avis d’un procureur demandé par un policier et reproduit dans le rapport d’événement – application du droit à un cas particulier.

**2014-60** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – opinion juridique – lettre du Directeur des poursuites criminelles et pénales – décision motivée de ne pas tenter de procédures.

**2014-61** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – personne chargée de réprimer le crime – enquête policière – rapport d’enquête – avis sur le danger potentiel pour la sécurité publique si un permis d’explosifs était délivré – entrave au déroulement d’une enquête.

**2014-41** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – personne chargée de réprimer le crime – entrave au déroulement d’une enquête – enquête à venir – délai de prescription non encore échu – possibilité de poursuite pénale – preuve nécessaire pour démontrer la présence de financement sectoriel – preuve documentaire.

**2014-35** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – personne chargée de réprimer le crime – parties non remplies des formulaires de rapport d’événement – risque de révéler les composantes d’un système de communication policier – risque de révéler une méthode d’enquête – risque de révéler une source confidentielle d’information – risque de révéler un programme ou un plan d’action destiné à prévenir, à détecter ou à réprimer le crime – déclaration de personnes impliquées au sujet des événements – préjudice à l’auteur du renseignement.

**2014-60** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – politique budgétaire – information de nature administrative – avis ou recommandation – document d’un membre du Conseil exécutif – processus décisionnel – document d’un membre de l’Assemblée nationale – ministre des Finances – document du Ministère – analyse – exercice comptable – interprétation des articles 30.1 et 33 paragraphe 4 de la *Loi sur l’accès*

*aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

**2014-55** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – préjudice à l’auteur du renseignement – préjudice à la personne qui fait l’objet du renseignement – absence d’identification de la personne – absence d’animosité de la part du demandeur – recherche de confirmation soutenant la thèse d’une situation dérangeante qui perdure – objectif commun des plaignants.

**2014-5** Vol.20 (1)

SECTEUR PRIVÉ – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – nuisance à un tiers – comportement du demandeur – insistance pour obtenir des informations – nécessité de protéger la relation des tiers avec l’entreprise – consentement à la divulgation – absence d’obligation imposée à l’entreprise de vérifier si les tiers consentent à la divulgation.

**2014-34** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – risque de nuire sérieusement à un tiers – obligation de motiver une décision – appel.

**2014-20** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – risque de nuire sérieusement à un tiers.

**2014-60** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – risque de nuire sérieusement au tiers – éléments factuels recueillis auprès des tiers relativement à la plainte – lettres échangées entre l’enquêteur de l’organisme et les personnes visées par la plainte.

**2014-19** Vol.20 (2)

SECTEUR PRIVÉ – renseignement concernant un tiers – noms d’employés – noms de clients – numéros de comptes folios.

**2014-52** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – renseignement financier – avantage appréciable à une autre personne – entrave à une négociation – effet de la divulgation sur la négociation de primes de départ pour d’autres employés – pouvoir discrétionnaire de l’organisme d’adapter sa stratégie de négociation en fonction d’une multitude de facteurs et de circonstances – absence de précédent.

**2014-23** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – renseignement financier – entrave à une négociation – négociations en vue de la conclusion de baux commerciaux – ententes avec le syndicat sur les heures de travail des employés de succursales –

risque d’entrave étant plus qu’une simple hypothèse ou appréhension.

**2014-42** Vol.20 (3)

SECTEUR PUBLIC – renseignement financier – renseignement commercial – nuisance à la compétitivité de l’organisme – obligation de motiver une décision.

**2014-55** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – renseignement financier – renseignement fourni par un tiers – nature confidentielle du renseignement – traitement confidentiel du renseignement – états financiers – distribution aux membres à l’assemblée générale annuelle – avantage appréciable à une autre personne – nuisance à la compétitivité du tiers – preuve.

**2014-4** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – renseignement financier – renseignement fourni par un tiers – nature confidentielle du renseignement – traitement confidentiel du renseignement – fardeau de la preuve – absence de preuve du tiers du traitement confidentiel – entrave à une négociation – avantage appréciable à une autre personne – risque de perte pour l’organisme.

**2014-21** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – renseignement obtenu d’un autre gouvernement.

**2014-3** Vol.20 (1)

SECTEUR PRIVÉ – renseignement sur la santé – professionnel de la santé – entreprise offrant des soins esthétiques – effet sur une poursuite judiciaire – absence d’indice de l’imminence d’une procédure judiciaire au moment où la demande d’accès a été faite.

**2014-2** Vol.20 (1)

SECTEUR PUBLIC – renseignement technique – constats généraux sur la dangerosité ou la stabilité du muret et de la clôture – information commune et générale.

**2014-58** Vol.20 (4)

SECTEUR PUBLIC – renseignement technique – renseignement identifiant des personnes – renseignement personnel.

**2014-22** Vol.20 (2)

SECTEUR PUBLIC – risque de révéler une méthode d’enquête – risque de révéler les composantes d’un système de communication policier – effet sur l’efficacité d’un dispositif de sécurité – formulaire vierge – absence de renseignement propre à un dossier ou à une personne – connaissance du contenu et de la structure du formulaire.

**2014-24** Vol.20 (2)

# Le Guide pratique de l'AAPI en ligne

L'outil de travail essentiel du responsable de l'accès à l'information

L'AAPI et SOQUIJ collaborent afin de vous offrir la nouvelle version enrichie du Guide pratique de l'AAPI, essentiel à votre travail.

La version en ligne du Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information bénéficie de l'expertise de l'AAPI, avec son contenu pratique et ses documents types d'application, ainsi que du contenu et de l'environnement de diffusion de SOQUIJ, dont son moteur de recherche simple et convivial.



Pour vous abonner, communiquez avec notre service des abonnements par téléphone au 514 842-8745, option 2, ou encore, sans frais, au 1 800 363-6718





L'informateur PUBLIC ET PRIVÉ est un bulletin d'information électronique publié quatre fois par année par l'**Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)**. Association sans but lucratif, l'AAPI a pour mission de favoriser le développement et la compétence en accès à l'information et en protection de la vie privée; un de ses objectifs est de susciter la recherche et la réflexion en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

#### ÉDITEUR

Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)

#### CONCEPTION

Safran communication + design

#### COORDINATION

M<sup>me</sup> Linda Girard, directrice générale, AAPI  
M<sup>e</sup> Marc-Aurèle Racicot, rédacteur, AAPI

#### MONTAGE INFOGRAPHIQUE

Claude Bergeron

#### DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque et Archives Canada  
ISSN 1481 2215

#### RÉSUMÉS DES DÉCISIONS

Société québécoise d'information juridique  
M<sup>e</sup> Lucie Allard

Tous les textes contenus dans ce bulletin sont rédigés à des fins d'informations seulement. Pour l'application du droit à un cas particulier, le lecteur est prié de s'adresser à un conseiller juridique. Chaque auteur est responsable du contenu de son texte et l'A.A.P.I. ainsi que l'Informateur public et privé ne l'endossent aucunement. **Il est interdit de reproduire en totalité ou en partie ce document sans l'autorisation des auteurs.** L'emploi du masculin vise uniquement à alléger le texte.

Pour commentaires, suggestions ou abonnement, écrire à :

L'informateur public et privé  
C.P. 47065  
Québec (Québec) G1S 4X1  
Tél. : (418) 624-9285  
Fax : (418) 624-0738  
courriel : [aapi@aapi.qc.ca](mailto:aapi@aapi.qc.ca)

**[www.aapi.qc.ca](http://www.aapi.qc.ca)**

**Ce bulletin d'information a pour objectif de favoriser la recherche et la réflexion en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels et enfin, de vous informer et de diffuser toute information susceptible d'intéresser les responsables et les répondants de la Loi sur l'accès et de la Loi sur le secteur privé. Si vous disposez d'informations que vous jugez pertinentes ou si vous désirez émettre des commentaires sur les articles parus dans le présent bulletin, il suffit de nous en faire part en adressant un courriel à l'attention de madame Linda Girard, directrice générale : [aapi@aapi.qc.ca](mailto:aapi@aapi.qc.ca)**